

fellows

le regard de chercheurs
internationaux sur l'actualité

n°14

1^{er} novembre 2016

<http://fellows.rfiea.fr>

Réseau français des instituts d'études avancées
Aix-Marseille • Lyon • Nantes • Paris

Démocratie et numérique

Pratiques du web participatif et engagement politique.

Algorithmes : plaider pour un contrôle démocratique.

Serge Proulx

[IMéRA d'Aix-Marseille, 2014-2015]

Serge Proulx est sociologue spécialiste des médias québécois. Il est professeur émérite à l'université du Québec à Montréal (École des médias), et chercheur et fondateur du Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur et du Groupe de recherche et d'observation sur les usages et cultures médiatiques. Il est également professeur associé à Télécom ParisTech. Serge Proulx centre ses études sur la communication et plus particulièrement la communication médiatisée (sociologie des pratiques). Il a publié dernièrement *La contribution en ligne. Pratiques participatives à l'ère du capitalisme informationnel*, Presses de l'Université du Québec, 2014.

DE LA PUISSANCE D'AGIR DANS UN MONDE NUMÉRIQUE

Depuis une dizaine d'années, l'avènement de ce que l'on a appelé le Web participatif a suscité beaucoup d'espoirs du côté des activistes, des artistes, des militants politiques et des mouvements sociaux. L'idée d'un Web participatif était l'une des figures issues du basculement paradigmatique que constitua la nouvelle manière de penser l'Internet à partir de la notion de « Web 2.0 », terme qui fut introduit par Tim O'Reilly lors d'un séminaire d'entreprise en octobre 2004, pour décrire d'abord en termes techniques, commerciaux et industriels une nouvelle génération de logiciels pour le Web. Dans ce nouvel environnement numérique, les usagers sont considérés comme des participants actifs dans la création/production, le remixage et la diffusion des contenus qui circulent sur la Toile.

Ce nouvel écosystème social et technique offre de nouvelles architectures logicielles et des applications numériques participatives pour smartphones, ordinateurs, tablettes. Ces technologies mettent ainsi à disposition des fonctionnalités de réseau invitant les utilisateurs à collaborer et à coopérer entre eux dans le but de partager des contenus par le moyen notamment de blogs (rattachés souvent aux sites de presse), de sites de réseaux socionumériques (Facebook, LinkedIn...) ou de sites de partage de musiques, photos, vidéos (MySpace, Flickr, YouTube), etc. Ces sites de réseautage et de partage sont devenus conviviaux et faciles à utiliser de sorte que le niveau de compétences techniques et cognitives nécessaires à l'usage des sites est devenu facile à atteindre. Cela n'élude pas, au contraire, les questions de fractures numériques ou de la nécessaire éducation critique aux médias numériques, qui doivent être considérées comme prioritaires dans l'élaboration des politiques nationales et transnationales de développement de l'économie et des cultures numériques.

La question des usages se pose : que fait-on effectivement avec ce dispositif technique du Web participatif ? Avec le temps, la distinction entre les usages commerciaux et les usages citoyens du Web est devenue importante à maintenir pour l'analyste parce que le premier type d'usages (consommateurs) se situe dans



une logique de profit et de captation/accumulation des données propre au capitalisme informationnel, alors que le deuxième type d'usages (citoyens) renvoie à une finalité d'émancipation sociale et politique. Dans les faits, ces deux logiques s'enchevêtrent, le capitalisme ayant la propension, surtout depuis les dernières décennies, d'absorber la critique qui lui est faite pour accroître sa performativité en tant que système.

.....

Les luttes numériques pour la transparence et la démocratie aujourd'hui sont souvent le fait de citoyens qui ont une forte culture hacker.

.....

Abordons maintenant la question de l'efficacité des mobilisations sociales et politiques s'appuyant sur l'usage des médias numériques. Au début de la décennie, l'exemple historique du « Printemps arabe » a été analysé abondamment : l'utilisation des médias sociaux y a joué un rôle décisif dans l'organisation et la dissémination des luttes, mais il faut bien comprendre que c'est l'existence d'une longue culture sociohistorique de résistance politique dans ces pays arabes qui a permis l'efficacité du dispositif technique. De manière différente, l'utilisation

transnationale des médias sociaux par l'organisation terroriste Daech montre l'efficacité (relative ?) d'un dispositif d'embrigadement idéologique de jeunes occidentaux désireux de poser des gestes radicaux. La propagande des réseaux clandestins de la Toile (en convergence avec le travail d'agents recruteurs au niveau local) offre à ces jeunes un imaginaire de la révolution par la guerre antioccidentale auquel il est demandé de se rattacher.

Nous pouvons à présent nous demander si des dispositifs numériques peuvent ou non servir la démocratie. Nous pouvons formuler ici deux types de réponses.

D'un côté, en adoptant une perspective plutôt fonctionnaliste, nous pouvons chercher à savoir si l'avènement du Web participatif peut signifier un élargissement de l'espace public et par conséquent, une extension des sphères locales et transnationales de délibération politique. Le problème ici réside dans la nature hétérogène (et relativement inorganisée) des messages et des usages. Il apparaît difficile en effet de démêler le vrai du faux, les opinions des informations, les incitations marketing, la propagande, les désinformations d'un véritable travail de construction d'une information fiable et digne de confiance. À l'heure des campagnes de propagande et de désinformation pour le Brexit ou pour

l'élection de Donald Trump, baignerions-nous désormais dans une culture médiatique de la « post-vérité » ? Effectuerions-nous un retour appuyé vers la « société du spectacle » ?

D'un autre côté, en nous ralliant à une approche davantage critique et transformative, nous pouvons nous demander dans quelle mesure le Web participatif pourrait constituer une manière nouvelle de rendre plus visibles des cultures et des groupes de résistance qui s'opposent aux insuffisances et ratés de la démocratie réellement existante ? De diffuser des pratiques innovantes ou oppositionnelles qui étaient déjà présentes mais laissées pour compte dans l'invisibilité des grands médias ? De donner de l'importance aux multiples initiatives créatrices pouvant tisser une culture de la création et de l'innovation culturelle.

Poursuivons à partir de cette dernière perspective orientée vers les transformations sociales et culturelles. Il est utile de distinguer ici trois pistes de pratiques numériques contemporaines en ce qu'elles nous donnent à voir une puissance d'agir citoyenne en action. Le premier type de pratiques actives est lié au développement du logiciel libre. La culture d'échange et de coopération qui y est développée a donné naissance à un véritable élargissement paradigmatique de la figure de l'Open qui ensemence aujourd'hui les pratiques de l'open data au niveau des politiques de diffusion et de transparence des informations gouvernementales auprès des citoyens, ce qui constitue un ferment de la démocratie.

L'encyclopédie Wikipédia est une autre initiative créatrice. Comme chaque utilisateur est appelé soit à contribuer à la définition d'articles, soit à contrôler les éléments suggérés, soit à participer bénévolement à la gouvernance du site, cette expérimentation d'une encyclopédie en ligne constitue une véritable opération de démocratisation des connaissances.

La troisième piste de pratiques, très controversée et donnant lieu à une série de polémiques, est celle suggérée par Julian Assange. Le site Wikileaks invite les citoyens activistes à y déposer dans l'anonymat des « fuites d'information » (*leaks*) susceptibles d'ébranler le fonctionnement du pouvoir en place. Si on ajoute ici les fuites d'information organisées par Edward Snowden, force est de constater que les luttes numériques pour la transparence et la démocratie aujourd'hui sont souvent le fait de citoyens qui ont une forte culture hacker.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Serge Proulx dans sa version intégrale ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Warren Sack

[IEA de Paris, 2016-2017]

DEMOCRACY IN COMPUTATIONAL CONDITIONS

In early September 2016, *Aftenposten*, the Norwegian conservative daily newspaper, shared on its Facebook account one of the most iconic images from the Vietnam War – Nick Ut’s photograph of a naked, screaming child running away from napalm bombs. Facebook censored the post. First, Facebook sent *Aftenposten* an email saying that, because of the nudity, it violated Facebook’s policies and requested it be either pixelated or taken down. Second, without any correspondence with *Aftenposten*, Facebook took the picture down. Third, when the journalist responsible for posting the image tried to dispute Facebook’s action, he was banned from posting for twenty-four hours. *Aftenposten*’s editor-in-chief, Espen Egil Hansen, was angry and unsettled by Facebook’s intervention. He wrote an open letter to Facebook founder Mark Zuckerberg. The issue exploded into the media all over the world and is still sizzling weeks later.

What is the big deal? After all, ultimately, Facebook reversed itself and allowed publication of the photo. But, Hansen did not let the issue drop because he thinks Facebook’s censorship is a systematic problem and not just an isolated incident. Hansen describes the problem like this: “An increasing part of the population states that Facebook is their main deliverer of information about what is going on in the world. Zuckerberg is *de facto* the most powerful editor-in-chief on the globe. [He] mainly exerts his editorial responsibility by means of advanced algorithms that control what information we get to see and what we don’t.”

Warren Sack est théoricien des médias, concepteur de logiciel et artiste. Il est professeur Film & Digital Media à l’université de Californie, Santa Cruz, où il enseigne les arts numériques et les études digitales. Il a été professeur invité en France à Sciences Po, à la Fondation Maison des sciences de l’homme et à Télécom ParisTech. Ses œuvres ont été exposées au SF MOMA (San Francisco), au Whitney Museum of American Art (New York), au Walker Art Center (Minneapolis), et au ZKM (Karlsruhe, Allemagne). Il est en résidence à l’IEA de Paris pour son projet *The Software Arts*, qui donnera lieu à une publication.

I endorse Hansen’s call for a public debate with Zuckerberg, but he is mistaken to think that Zuckerberg is a powerful news editor. Zuckerberg is more like media mogul Rupert Murdoch: he does not edit news, rather he owns the means of its distribution. Like Murdoch, if something goes wrong with his media company, he might be held accountable for its editorial practices. **It is Facebook’s algorithms that are the powerful editor, not Zuckerberg.** Consequently, as a public we need to see the software and have some means to edit or change Facebook’s software algorithms.

So, certainly this should be a public debate. Zuckerberg claims that Facebook is a technology company and not a media company, but events like this one make that a debatable claim. Hansen’s point is that even if Facebook does not produce news content, it is an incredibly powerful editorial force because it distributes so much news content. Discussion and debate will make us more knowledgeable about how and when Facebook distributes or censors news.

But we need to go beyond discussion and debate and engage in issues of design and implementation. For the good of democracy, the public needs to weigh in on the design and implementation of Facebook’s algorithms and also those of many other companies and governments.

Hansen’s objections raise questions about how news censorship and distribution is conducted through algorithms. Throughout the world, analogous concerns have been raised about surveillance, privacy, voting, warfare, and the financial markets –all now inextricably entangled with software algorithms. **In the United States, algorithms have become primary decision makers in the legal system taking human decision making out of the process of terminating individuals’ welfare benefits; targeting people for exclusion from air travel; identifying parents believed to owe child support and instructing state agencies to file collection proceedings against those parents; purging voters from the rolls; and, deeming small businesses ineligible for federal contracts.**



Warren Sack, 2015 © ChDelory

You likely encounter the power of algorithms every day when your credit card is accepted or declined; when you book a flight or buy something online; when you use a search engine, like Google. All these activities and more are mediated by software. Despite the seriousness of these algorithmic alterations to our governments and our everyday lives as citizens, the interrogation of technology's role in democracy has largely been left to experts. It is now time for a larger public to participate.

Clearly I am asking for a lot, but what I have in mind dovetails with both the emerging priorities in education to teach children to program (e.g., starting fall 2016, French elementary school children will be taught to program); and, with what free and open source software advocates have been demanding for years: to **see the code, especially the code that implements algorithms essential to the conduct of our everyday, social, and political lives.**

Schools need to teach children how to read and write code. But, literacy is not enough. We need adult citizens who are more than literate; who are fluent in software so that they can critique and redesign algorithms. How can we know if Facebook's algorithms are making reasonable

decisions if we do not know what alternative algorithms are plausible? We can argue that what Facebook currently does is bad for democracy, but that does not resolve Hansen's question. How should Facebook be operating otherwise?

For instance, it is educational to know that the cutting edge of machine vision until a few years ago was designing an algorithm to recognize cats in YouTube videos. In other words, just getting a computer to pick out a given object in an image is still cutting edge research. Imagine just how hard it will be to write an algorithm that might be acceptable to Hansen: an algorithm to identify what is and what is not a culturally and politically important documentary image. But just because it is hard does not mean we should not try!

Transparent government has been a democratic ideal at least since the Enlightenment. We need to have access to the codes and workings that govern us. Today, those include software algorithms too. We must see the source code of software algorithms. But, we need to do more than see: **we need more than a window. We also need a door:** a way into Facebook's algorithms so that we can critique and change them. If we work on this together, we will have a chance to make algorithms match our democratic ideals.

4 instituts d'études avancées
en réseau
IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale:
Olivier Bouin
François Nicoulaud



Fondation RFIEA
Contactez-nous!
Julien Ténédos
contact@rfeia.fr
01 49 54 22 12



rfeia.fr
190, avenue de France
75 013 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Warren Sack, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfeia.fr



PUBLICATION
Hamadi Redissi,
résident à l'**IEA de Nantes** en 2015-2016,
publie *Une histoire du Wahhabisme* (Points,
2016). Cette enquête

passionnante retrace la genèse d'une alliance théologico-politique inédite qui est parvenue à imposer son empreinte rigoriste à une partie de la Péninsule arabique. Cet ouvrage raconte comment la doctrine wahhabite s'est diffusée par ses affinités avec le fondamentalisme, par le prosélytisme et l'alliance avec diverses puissances, parmi lesquelles dont les États-Unis. Combattu puis réhabilité par l'islam traditionnel, le wahhabisme – puritain, austère, sectaire, conquérant – est ainsi en passe de devenir l'islam majoritaire.

ATELIER DE RECHERCHE SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES CHINE - EUROPE

Over the last decades, China has become a major player in the world trade and the European Union's second largest trade partner after the United States. Economic relations between the EU and China now take up a variety of forms, including technological collaboration in new high tech ventures. This workshop aims at understanding the place China has now taken in the EU's economic relations and the tensions it may provoke, as well as presenting new research on the two superpowers' mutual dependence.

IEA de PARIS

Vendredi 4 novembre 2016, 10h-17h
17 quai d'Anjou, 75004 Paris

NAISSANCE

Le programme exploratoire *Frontières du XXI^e siècle*, incubé à l'**IMéRA** à partir de 2012, a donné naissance à un journal numérique novateur : <http://www.antiatlas-journal.net/>
Coordonné par **Cédric Parizot** (anthropologue du politique, CNRS-IREMAM, Aix-Marseille Université), le collectif *antiAtlas des Frontières*, réunit des chercheurs en sciences humaines, en sciences exactes et expérimentales, des experts et des artistes pour proposer une approche inédite des mutations des frontières contemporaines. Ce journal « fait l'hypothèse que le web offre des formes nouvelles pour articuler autrement textes, images et médias variés et que cette liaison peut renouveler notre approche d'objets aussi complexes que les frontières ».